

CHAPITRE VII

LA CRISE DU SYSTÈME TRENTE ANS DE CRITIQUE DU SOVIÉTISME (1960-1990)

A l'exception des individus au tempérament de prophètes, nul ne peut se vanter de n'avoir pas été quelque peu surpris par l'effondrement rapide et total des systèmes politiques et économiques en Europe de l'Est et en URSS. Néanmoins l'effet de surprise passé, il est bon de revenir sur les analyses de ces systèmes que les uns et les autres avaient produites depuis une trentaine d'années. Quitte à paraître manquer de modestie j'oserai dire que je me suis situé depuis 1960 dans un courant de la gauche - fort minoritaire - qui avait prévu, dans ses lignes générales, ce qui est finalement arrivé brutalement entre 1989 et 1991. Bien entendu cet effondrement, que nous considérons comme fort probable, n'était pas la seule issue possible à la crise du système soviétique. Je ne crois pas à un quelconque déterminisme linéaire sans faille en histoire ; les contradictions qui traversent toute société trouvent toujours leur solution dans des réponses diverses par leur contenu social, c'est-à-dire qu'il y avait toujours la possibilité que le régime soviétique tombe à droite (ce qui est arrivé) ou qu'il évolue (ou tombe) à gauche. Cette dernière possibilité, qui est maintenant exclue de l'avenir immédiat, reste cependant à l'ordre du jour de l'histoire, non seulement parce que celle-ci n'a jamais de fin, mais encore et surtout parce que je doute fort que la solution de droite à l'oeuvre stabilise les sociétés de l'Est, même dans le moyen terme. La lutte pour une autre solution à ses problèmes continue donc.

Cela étant, en relisant ce que j'ai écrit sur ces sujets au cours des trente dernières années (1960-1990), je ne manquerai pas d'en signaler les faiblesses et erreurs, que l'évolution postérieure permet maintenant de repérer.

Il faudra aussi situer ces analyses, jugements et même prévisions, bien que toujours affectés d'une probabilité plus ou

moins grande en fonction des conditions qui commandent les évolutions considérées. Car, au cours de ces trente années, le système soviétique lui-même a évolué et cherché à donner ses réponses à sa crise et est passé par différentes phases :

- De la mort de Staline (1953) et surtout du XX^e congrès (1956) à la chute de l'expérience krouchtévienne (1964) la période est marquée par une première tentative de dépasser le stalinisme et par le conflit idéologique et politique ouvert sur ce terrain entre Moscou et Pékin ;

- La période qui suit - dite de la "glaciation brejévienne" - se prolonge jusqu'à l'avènement de Gorbatchev (1985) ;

- La tentative de "perestroïka" de Gorbatchev, amorcée à partir de 1985 s'épuise pour s'achever en quelques années dans l'effondrement (1989-1991).

Parallèlement la Chine a tenté elle également de donner d'autres réponses au problème de la "construction du socialisme" - selon les termes mêmes de son propre langage - qui se sont succédé et ne se ressemblent pas, à savoir la tentative maoïste (1961-1976) qui culmine dans la Révolution culturelle (à partir de 1966), puis le glissement progressif conduisant à la stratégie économique et politique de Deng Xiaoping, caractéristique des années 80.

Ces évolutions et phases successives doivent elles-mêmes être articulées sur celles qui ont opéré au niveau mondial, tant au plan de l'expansion capitaliste (et notamment en ce qui concerne l'évolution de la construction de l'Europe de la CEE, la compétition États-Unis - Japon - Europe ; les formes nouvelles de la mondialisation économique etc.), qu'à celui des équilibres militaires entre les deux superpuissances et des réponses politiques associées à la course aux armements (et notamment à l'époque de Brejnev les initiatives soviétiques en direction du tiers-monde ou dans le conflit avec la Chine, comme les stratégies américaines de guerre froide - jusqu'à la course à la "guerre des étoiles" mise en oeuvre à partir de 1980 par Reagan). De ce fait les options internes et les politiques internationales s'enchevêtrent tout au long de ces 30 années.

Bien entendu le système soviétique ne date pas de 1960 et nos réflexions se fondent sur nos analyses de la révolution de 1917 (et de celle de la Chine), du léninisme, du maoïsme, du stalinisme. Mais notre intention ici n'est pas de proposer une nouvelle lecture de l'histoire des soixante-quinze années d'existence de l'URSS. Nous ne nous étendrons donc pas sur les quarante années de la période 1917-1957, au cours desquelles les phases successives de l'évolution du système soviétique s'articulent également sur des moments différents de l'histoire mondiale, pas même sur l'après-guerre stalinien et les premières guerres froides.

Je dois aj
J'ai vécu, en
cune vantard
geais que la
s'est développ
tien ("l'ouver
renouvelais
autres expé
Guinée, Gha
gement, à l'é
la gauche ég
dans ses gran
langage enco
vertement da
Révolution c
rise les thème
"crise du soci

1. Depuis
de considérer
socialiste, et
bureaucratie"
qualifié la cla
de bourgeois
"nomenklatur
miroir de l'"O
C'est ce que
prononcée en
(c'est-à-dire v
construit une
pas le socialis
J'ai tiré les
parti et l'attitu
Pour moi il éta
saisent pas dans
cialiste) qu'elle
social réel, à j
davre en déco
instrument du c
dirigeantes exp
pressives (le K

qui commandent les
es trente années, le
herché à donner ses
phases :

XX^e congrès (1956)
1964) la période est
r le stalinisme et par
sur ce terrain entre

on brejévienne" - se
985) ;
ev, amorcée à partir
ques années dans

it de donner d'autres
cialisme" - selon les
ont succédé et ne se
e (1961-1976) qui
r de 1966), puis le
gie économique et
années 80.

it elles-mêmes être
ndial, tant au plan
ce qui concerne
EE, la compétition
nouvelles de la
ii des équilibres
épouses politiques
nent à l'époque de
lu tiers-monde ou
es américaines de
s étoiles" mise en
s options internes
ut au long de ces

as de 1960 et nos
ution de 1917 (et
e, du stalinisme.
: nouvelle lecture
ence de l'URSS.
nte années de la
s successives de
alement sur des
ême sur l'après-

Je dois ajouter également à ce qui précède une note personnelle. J'ai vécu, en tant qu'Égyptien, l'expérience nassérienne et, sans aucune vantardise de ma part, je veux rappeler que dès 1960 j'envisageais que la logique du système nassérien devait conduire à ce qui s'est développé ouvertement à partir de 1971 avec "l'infithah" sadatien ("l'ouverture") : le retour au bercail de la compradorisation. (Je renouvelais ces inquiétudes concernant la première génération des autres expériences "socialistes" en Afrique - Algérie - Mali, Guinée, Ghana, - dans la première moitié des années 60). Ce jugement, à l'époque rejeté comme absurde par la grande majorité de la gauche égyptienne et internationale m'avait amené à rejoindre dans ses grandes lignes la critique que le P.C. chinois adressait en langage encore codé à la direction soviétique depuis 1957-58, ouvertement dans la "Lettre en 25 points" (1963), puis à voir dans la Révolution culturelle - dès 1966, donc avant que 1968 n'en popularise les thèmes en Occident - l'amorce d'une réponse correcte à la "crise du socialisme".

I

1. Depuis 1960 certainement, à partir même de 1957, j'ai cessé de considérer que la société soviétique pouvait être qualifiée de socialiste, et le pouvoir d'ouvrier, fut-il "déformé par la bureaucratie" selon l'expression trotskiste célèbre. J'ai d'emblée qualifié la *classe* (et je dis bien la classe) dirigeante et *exploiteuse* de bourgeoisie. J'entends par là que cette classe (la "nomenklatura") dans toutes ses aspirations se regardait dans le miroir de l'"Occident" dont elle enviait de reproduire le modèle. C'est ce que Mao avait parfaitement formulé en une phrase prononcée en 1963, s'adressant aux cadres du P.C. chinois : "Vous (c'est-à-dire vous, cadres du P.C. chinois, comme en URSS) avez construit une bourgeoisie. N'oubliez pas ; la bourgeoisie ne veut pas le socialisme, elle veut le capitalisme".

J'ai tiré les conclusions logiques de cette analyse, concernant le parti et l'attitude des classes populaires à l'égard de ce pouvoir. Pour moi il était clair que les classes populaires ne se reconnaissent pas dans ce pouvoir (bien qu'il continue à se proclamer socialiste) qu'elles considéraient au contraire comme leur adversaire social réel, à juste titre. Dans ces conditions le parti était un "cadavre en décomposition depuis fort longtemps", devenu en fait instrument du contrôle social des classes populaires par les classes dirigeantes exploiteuses. Complétant le travail des institutions répressives (le K.G.B.), le P.C. organisait des réseaux de clientèles

populaires (par le contrôle et la distribution de tous les avantages sociaux, même les plus minces) paralysant de la sorte leur révolte éventuelle. En cela ce type de parti n'est pas d'une nature différente de celle de nombreux partis uniques du tiers-monde, qui remplissent les mêmes fonctions (sous le label du nationalisme radical comme le nassérisme, le F.L.N. algérien, le Baath, et la longue liste des partis du pouvoir au Mali, en Guinée, au Ghana, en Tanzanie etc. ou même sans ce label dans des pays ayant opté ouvertement pour le capitalisme, comme en Côte d'Ivoire et ailleurs). Il s'agit donc d'une forme générale propre aux situations où la bourgeoisie en voie de constitution n'a pas encore établi son hégémonie idéologique ("l'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante de la société" dit Marx à propos du capitalisme mûr) et, de ce fait, n'apparaît pas comme exerçant un pouvoir légitime (lequel implique un consensus créé par l'adhésion de la société à l'idéologie de sa classe dominante).

Ce type d'exercice du pouvoir, qui émiette les classes populaires par le clientélisme, a un effet dépolitisant dont il ne faut pas sous-estimer les ravages. Les faits démontrent aujourd'hui que cette dépolitisation en URSS est d'une ampleur telle que les classes populaires croient que le régime dont elles se débarrassent était socialiste, et de ce fait acceptent naïvement que le "capitalisme vaut mieux..."

Tous les partis de ce modèle s'effondrent comme une construction de papier dès lors que leurs dirigeants perdent le pouvoir d'État : personne n'est disposé à risquer sa vie pour la défense d'un appareil de ce genre. C'est pourquoi les luttes au sommet dans ce type de parti prennent toujours la forme de révolutions de palais, sans intervention de la base qui, immanquablement, accepte le verdict de ceux qui l'ont emporté. Je n'avais pas été surpris par la reconversion immédiate de l'"Union socialiste" du nassérisme au sadatisme, ni de la disparition spontanée d'autres partis du même acabit dans de nombreux pays du tiers-monde. Je n'ai pas davantage été surpris par la passivité dont les "millions" de communistes soviétiques ont fait preuve depuis 1989.

2. Même si, pour moi, il était évident que la société soviétique n'était pas socialiste, il me paraissait toujours beaucoup plus difficile de la qualifier positivement.

Je ne reviens pas sur les raisons qui me faisaient refuser d'y reconnaître la mise en oeuvre des principes fondamentaux du socialisme, sur lesquelles je me suis expliqué à de nombreuses reprises. Pour moi le socialisme implique plus que l'abolition de la propriété privée (une définition négative), il implique positivement d'autres rapports au travail que ceux définissant le statut du

ges
olte
nte
lis-
ical
gue
an-
ver-
) . Il
our-
onie
ogie
) et,
time
ité à

salariat, d'autres rapports sociaux permettant à la société dans son ensemble (et non à un appareil opérant en son nom) de maîtriser son devenir social, ce qui à son tour implique une démocratie avancée, plus avancée que la meilleure démocratie bourgeoise. Sur aucun de ces plans la société soviétique ne différait de la société bourgeoise industrialisée, et quand elle s'en écartait c'était en pire, sa pratique autocratique la rapprochant sur ce plan du modèle dominant dans les régions du capitalisme périphérique.

Je refusais néanmoins de qualifier l'URSS de capitaliste en dépit du fait que sa classe dirigeante est -selon moi - bourgeoise. Mon argument est que le capitalisme implique la parcellisation de la propriété du capital, fondement de la concurrence, et que la centralisation étatique de cette propriété commande une logique de l'accumulation différente. En complément, au plan politique, mon argument est que la révolution de 1917 n'était pas une révolution bourgeoise tant par le caractère des forces sociales qui en ont été les acteurs que par celui de l'idéologie et du projet social de leurs forces dirigeantes et que cette réalité ne peut être tenue pour négligeable.

Je n'attribue pas une grande importance à la qualification positive du système. J'ai utilisé à ce propos les expressions successives de capitalisme d'État, de capitalisme monopoliste d'État, dont j'ai critiqué les ambiguïtés, pour finalement adopter le terme neutre de "mode de production soviétique". Ce qui me paraissait plus important c'était la question des origines, de la formation et de l'évolution de ce système et, dans ce cadre, celle de son avenir.

Je n'étais pas de ceux qui ont jamais regretté la révolution de 1917 ("Il ne fallait pas la faire, parce que les conditions objectives d'une construction socialiste n'existaient pas ; il fallait s'arrêter à la révolution bourgeoise"). Car pour moi l'expansion mondiale du capitalisme est polarisante et de ce fait, il est inévitable que les peuples qui en sont les victimes - à la périphérie du système - se révoltent contre ses conséquences. On ne peut être qu'avec ces peuples dans leur révolte. Or s'arrêter à la révolution bourgeoise, c'est trahir ces peuples puisque le capitalisme nécessairement périphérique qui en résulterait ne permet pas de donner des réponses acceptables aux problèmes qui ont motivé leur révolte.

Les révolutions russe et chinoise ont donc ouvert une longue transition dont l'issue est fatalement incertaine : la dynamique de leur évolution peut conduire au capitalisme (central ou périphérique), comme elle peut faire avancer, dans leur propre société et à l'échelle mondiale, la progression vers le socialisme. Ce qui est important, dans le cadre de cette manière de voir les choses, c'est d'analyser la direction objective dans laquelle on avance. Les deux thèses qui me paraissent importantes dans

l'analyse de l'évolution soviétique, et que je partage toujours (avec, il est vrai, une minorité de la gauche communiste) sont ici les suivantes :

- Que la collectivisation telle qu'elle a été mise en oeuvre par Staline à partir de 1930 a brisé l'alliance ouvrière et paysanne issue de 1917 et ouvert la voie, à travers le renforcement de l'appareil autocratique d'État, à la formation de la "nouvelle classe" - la bourgeoisie d'État soviétique ;

- Que le léninisme lui-même avait, par certaines de ses propres limites historiques, préparé (involontairement) le terrain pour que ce choix fatal fût fait. J'entends par là que le léninisme n'a pas rompu radicalement avec l'économisme de la II^e internationale (donc du mouvement ouvrier occidental, il faut le dire) : entre autres, par exemple, ses conceptions concernant la neutralité sociale des technologies en témoignent.

La société de la longue transition est bel et bien confrontée à des exigences contradictoires : d'une part, il lui faut dans une certaine mesure "rattraper", au sens plat et banal qu'il lui faut développer les forces productives; d'autre part elle se propose - dans sa tendance au socialisme - de "faire autre chose", c'est-à-dire de construire une société libérée de l'aliénation économiste qui, par nature même, sacrifie "les deux sources de la richesse" : l'être humain (réduit à une force de travail) et la nature (considérée comme un objet inépuisable de l'exploitation humaine). Le peut-elle ? J'ai toujours pensé que la réponse était positive, mais difficile : en fait un compromis pragmatique à développer progressivement dans le bon sens ("faire autre chose"). L'économisme du léninisme contenait en germe un choix qui allait progressivement faire prévaloir l'objectif de "rattrapage" sur celui de "faire autre chose".

Mon ralliement précoce - dès 1958 - au maoïsme, puis - dès 1966 - à la Révolution culturelle - que je ne renie pas, procède de cette analyse que le léninisme n'avait pas suffisamment rompu avec l'économisme occidental (je l'ai exprimé en m'étonnant que Lénine ait été lui-même surpris par la trahison de Kautsky en 1914). J'ai donc adhéré aux thèses que Mao rétablissait un véritable retour à Marx, déformé par le mouvement ouvrier occidental (et l'impérialisme n'a pas été un facteur secondaire dans cette dérive) avant de l'être (de continuer à l'être, partiellement) par le léninisme.

Le maoïsme proposait donc une critique du stalinisme par la gauche, alors que Kroutchev l'avait faite par la droite. Kroutchev disait : on n'a pas fait suffisamment de concessions aux contraintes économiques (la révolution technologique et scientifique, la mondialisation) et à leurs implications politiques (donner plus de pouvoirs aux directeurs d'entreprises, c'est-à-dire à la bourgeoisie soviétique). Kroutchev disait : à ces conditions nous rattraperons

avec,
si les
e par
issue
areil
- la
pres
que
pas
nale
ntre
alité
se à
cer-
ive-
s sa
de
par
hu-
me
e ?
en
ans
me
ire
".
lès
de
pu
ue
en
un
er
ns
ar
la
ev
es
la
le
e
is

plus vite. Mao disait : il faut à chaque étape ne pas perdre de vue l'objectif final. C'était le sens de "mettre la politique aux postes de commande" (un sens qui n'a rien à voir avec l'accusation - facile - de volontarisme). Et pour ne pas perdre de vue cet objectif final, le maoïsme insistait sur l'égalité, entre autres, entre les ouvriers et les paysans (une question essentielle en Chine, mais qui l'était également dans la Russie de 1930), de manière à renforcer (et non briser) leur alliance. J'ai explicité cet objectif dans les termes de "quelle loi de la valeur mettre en oeuvre" : se soumettre à celle qui régit le capitalisme mondialisé (et accepter de ce fait un développement capitaliste périphérique), imaginer la construction d'une économie nationale autocentrée, déconnectée du système mondial mais analogue par ailleurs à celle du capitalisme avancé (la "loi de la valeur régissant le mode de production étatique soviétique") engendrant par là même une bourgeoisie nationale (soviétique), ou construire des rapports entre les classes populaires fondés sur une "loi de la valeur de la transition socialiste" ? Mao était persuadé - à juste titre, l'évolution ultérieure ne prouve le URSS comme en Chine - que la question devait être tranchée au niveau du pouvoir : remettre en cause le monopole du P.C., creuset de la formation de la nouvelle bourgeoisie. D'où son mot d'ordre, déclenchant la révolution culturelle : "Feu sur le Quartier général" (le P.C.). Il pensait - avait-il tort ? - que c'était là le seul moyen capable de faire progresser le contrôle des travailleurs sur la vie sociale et de faire reculer celui de la bureaucratie. Il ne pensait pas que des concessions aux lois du marché - plus de pouvoir aux directeurs d'entreprises, plus de concurrence entre elles - feraient progresser ce pouvoir social du peuple. Avait-il tort ? Je ne dis pas qu'il ne fallait pas faire de concessions au marché. La N.E.P. l'avait fait, avec succès en son temps. Il fallait en faire, et de plus courageuses que celles qui ont été entreprises. Mais il fallait surtout :

- Les accompagner par une démocratisation politique ;
- Renforcer les pouvoirs réels des travailleurs dans cette démocratie au détriment de ceux de la bourgeoisie des "technocrates" ;

- Encadrer le marché par une politique d'État ferme fondée sur la loi de la valeur de la transition socialiste.

Les Yougoslaves ont tenté de le faire, beaucoup trop timidement et mal : trop grande ouverture extérieure, trop grandes concessions laissant s'accroître les tendances internes à l'inégalité entre les Républiques au nom de la compétitivité, décentralisation excessive plaçant les collectifs de l'autogestion en position de concurrence mutuelle. En URSS rien n'a été fait dans ces directions, en Chine non plus, sauf en termes d'intention à l'époque maoïste, abandonnées par la suite.

Je pense toujours que le maoïsme avait raison, même si l'évolution postérieure de la Chine elle-même semble l'avoir contredit. En fait, cette évolution ne le contredit pas, mais au contraire le confirme : les concessions au capitalisme renforcent la bourgeoisie, et affaiblissent les chances des classes populaires. Sans doute est-il non seulement admissible, mais nécessaire même aujourd'hui, avec le recul du temps, d'ouvrir la discussion sur les limites historiques du maoïsme, comme on l'a fait pour Lénine (rupture insuffisante avec l'économisme) et même pour Marx (sous-estimation de la polarisation inhérente à l'expansion capitaliste mondiale).

3. La question centrale, à mon avis, concernant "le mode de production soviétique", était de savoir s'il s'agissait d'une solution instable, caractéristique de la transition (il doit évoluer, soit vers le capitalisme, soit vers le socialisme), ou d'un mode "stable", nouveau et même - malgré ses défauts - préfigurant l'avenir des autres sociétés (capitalistes normales).

Je fais sur ce point mon autocritique. J'ai pensé un moment - entre 1975 et 1985 - que le mode soviétique était une forme stable, d'avant-garde même, de ce que la tendance normale du capitalisme devrait engendrer ailleurs, par le jeu même de la centralisation du capital, conduisant des monopoles privés à celui de l'État. Il y avait, à l'époque, des indices allant dans ce sens. Je ne parle pas de la stabilité apparente de l'URSS brejnévienne. Je me réfère plutôt, soit à des anciens (la théorie de Boukharine sur le capitalisme monopoliste d'État), soit à des propositions de l'époque : la "convergence des systèmes" que Jan Tinbergen croyait déceler, rapprochant non pas seulement l'URSS de l'Ouest avancé, mais aussi l'Ouest avancé de l'URSS, de positions allant dans ce sens prises par les ailes gauches des social-démocraties fortes (en Suède par exemple avec le projet de rachat de l'industrie par les syndicats), l'eurocommunisme etc. Or il semblait que la centralisation étatique du capital, en supprimant la concurrence - et donc l'opacité du marché (amorcé par la proximité entre les prix administrés par les monopoles et ceux administrés par le Gosplan) - inaugurerait un retour à la dominance de l'idéologie. Cette idéologie n'était pas un retour aux religions métaphysiques de l'époque tributaire, mais l'idéologie de la marchandise triomphante. Il y avait l'image forte du 1984 d'Orwell (à la réhabilitation de la connaissance duquel j'ai contribué à l'époque), l'analyse des bases du consensus monolithique des sociétés prétendues libérales et démocratiques de l'Occident proposée par *l'Homme Unidimensionnel* de Marcuse, qui ravivait à mon souvenir ma lecture de Polanyi. Le "mode étatique - forme suprême du capitalisme" - pourquoi pas ? Dans ce cas le mode soviétique, en

dépit de ses aspects primitifs (Ah ! que Staline aurait rêvé d'avoir, pour façonner une opinion monolithique, la chaîne de télévision C.N.N., illustre depuis la guerre du Golfe, au lieu de la Pravda !), préfigurait l'avenir (triste). Je greffais sur ces considérations l'observation que dans la révolution bourgeoise la lutte des paysans contre les féodaux ne s'était pas soldée par la victoire des opprimés, mais par l'ascension du "troisième larron" : la bourgeoisie. Alors pourquoi le combat des ouvriers (ou des salariés) contre les capitalistes ne devrait-il pas faire l'affaire de la "nouvelle classe" ?

Les faits m'ont donné tort. Non seulement le régime soviétique s'est révélé instable, mais encore l'offensive de la droite mondiale, à partir de 1980, va dans le sens inverse : dérégulation, privatisation sont ses thèmes, qui ont le vent en poupe.

Je reviens quand même sur cette autocritique, peut être pour la nuancer. Que le modèle soviétique ait été incapable de s'ériger en alternative définitive, imitée progressivement par les autres, soit. Les faits sont là pour prouver qu'il n'en est pas ainsi. Mais cela tient peut-être seulement à ses propres faiblesses. Cela n'exclut pas qu'ailleurs - dans le monde développé - on évolue - plus tard, une fois la vague de l'utopie libérale de nos années passées, et elle n'en a pas pour longtemps - dans un sens préfiguré par le modèle préhistorique que l'URSS aura illustré.

Pour ma part, je suis revenu, en tout cas, à des considérations moins éloignées du présent, axées sur l'instabilité de la transition, dont le modèle soviétique fournit l'exemple d'un cycle historique qui se clôt. Il m'est apparu que la qualification de "phase socialiste" était plus trompeuse qu'utile. On peut certes qualifier ce socialisme lui même - et je l'ai accepté - de primitif etc. Il m'est apparu ces dernières années - mais déjà avant que ne se désagrège définitivement le système soviétique à partir de 1989 - que la caractérisation de cette transition en termes de "nationale-populaire" était plus féconde. Elle met l'accent sur la contradiction entre les objectifs de cette phase et la logique de l'expansion capitaliste mondialisée (contradiction symbolisée par le qualificatif de national, qui fait référence à mon concept de déconnexion), comme elle met l'accent sur le contenu contradictoire du bloc populaire (qui n'est ni bourgeois, ni prolétarien c'est-à-dire à vocation socialiste). Ainsi analysée la longue transition est par nature instable. Elle peut conduire au capitalisme, comme c'est le cas en URSS. Mais elle pourrait conduire ailleurs, et j'y reviendrai en conclusion.

4. Au terme du cycle soviétique désormais clos, un bilan s'impose. Celui-ci n'est certainement ni "globalement positif", ni à l'inverse "globalement négatif". L'URSS, et après elle la Chine et

même les petits pays de l'Europe orientale, ont construit des économies autocentrées modernes comme aucun pays du capitalisme périphérique n'est parvenu à le faire. La raison en est, selon mes analyses, que la bourgeoisie soviétique a été produite par une révolution nationale populaire (dite socialiste), tandis que les bourgeoisies du tiers-monde, constituées dans le sillage de l'expansion mondiale du capitalisme, sont, dans leur nature dominante, de type comprador. Simultanément le caractère ambigu de la révolution - sa dimension socialiste - a façonné une société dans laquelle les travailleurs ont acquis des droits sociaux (droit au travail, services sociaux) qui n'ont pas tous leur équivalent même dans le capitalisme central développé (où certains de ces droits ont été conquis tardivement de haute lutte, généralement après 1918 et même 1945, en partie précisément par crainte du communisme), a fortiori dans le capitalisme périphérique sauvage.

Mais aujourd'hui l'option capitaliste ouverte de l'URSS et de l'Europe de l'Est met à nouveau à l'ordre du jour la périphérisation de leurs économie et société, à laquelle les classes populaires (et même les bourgeoisies locales) que la dépolitisation produite par le despotisme étatiste aveugle ne sont pas préparées. Ayant sous-estimé cette dépolitisation et ses effets désastreux, aujourd'hui évidents, j'avais pensé que, pour cette raison, les peuples et les classes dirigeantes de l'Est devaient être capables de maîtriser l'évolution vers le capitalisme à laquelle ces dernières aspiraient à travers des réformes associées au passage graduel à la démocratisation politique. J'avais pensé que, dans ces conditions, les classes populaires pourraient infléchir l'évolution dans un sens favorable au progrès général du socialisme : un meilleur équilibre entre les aspirations socialistes des travailleurs (non seulement des droits sociaux, mais une intervention plus active dans la gestion économique de leur entreprise et du pays) et les exigences du marché (dans lesquelles se traduisent entre autres les aspirations de la bourgeoisie, mais qui ne se réduisent pas à cette dimension), susceptible (à travers la rénovation de l'alliance nationale populaire) de rouvrir le débat sur le socialisme à l'échelle mondiale (en Occident et dans les périphéries). Je dois faire sur ce point mon autocritique, puisque aujourd'hui cette perspective est exclue et que l'évolution à droite vers un capitalisme sauvage est irréversible. Mais ai-je tort pour le plus long terme, lorsque les résultats de cette périphérisation imposeront leur évidence ; lorsque les travailleurs auront constaté que les réductions drastiques de leur niveau de vie ne sont pas des sacrifices momentanés imposés par la transition (comme ils le croient) mais définitifs ?

Cela étant il y a déjà longtemps que le système soviétique était entré dans sa phase de crise aiguë, devenue sa crise finale. J'avais analysé cette crise - qui se manifeste par les échecs répétés du système, incapable de passer de l'accumulation extensive qui avait été son succès au cours de la première moitié de son existence au stade d'une accumulation intensive (et cet échec démontrait, à mon avis, qu'il ne s'agissait pas d'un mode de production capitaliste puisque celui-ci par définition est fondé sur une accumulation intensive) - en termes de luttes sociales par la résistance des travailleurs (grâce au droit au travail, au fait que les directeurs d'entreprise n'ont pas la légitimité que le patron a en Occident etc.). Autrement dit je disais que le compromis social qui avait caractérisé la première phase du système et permis l'accumulation extensive (et derrière elle une certaine "modernisation populaire" : éducation de masse, grande mobilité sociale etc...) était épuisé. Togliatti puis Berlinguer l'ont dit aussi, à leur manière. Il fallait donc ou bien aller de l'avant par la critique de gauche du stalinisme, ou bien accélérer l'évolution à droite vers un capitalisme normal et une "modernisation élitiste", à la tiers-monde. La bourgeoisie optait pour cette dernière solution : le marché (de manière à "faire travailler" les classes populaires par la menace du chômage - la chose a été dite dans ces termes depuis longtemps déjà), et la privatisation (de manière à stabiliser la bourgeoisie en fermant l'accès trop ouvert que la mobilité sociale implique - cette revendication n'est apparue clairement que dans les dernières années du système).

J'ai toujours refusé (et refuse toujours) d'assimiler cette crise spécifique du "mode soviétique" aux crises du capitalisme, dont la dynamique est totalement différente.

J'ai toujours également refusé (et refuse toujours) les analyses du système proposées par les appareils de propagande du capitalisme, popularisées par les médias.

- L'opposition proposée entre "l'économie de pénurie" (du socialisme) et "l'économie d'abondance" (du capitalisme) constitue un discours idéologique creux. Il est bien évident que la pénurie (les queues etc.) était produite par la fixation (volontaire) de prix permettant un large accès à la consommation, une concession aux pressions égalitaristes exercées tant par les classes populaires que par les couches moyennes. Il est évident qu'en relevant massivement les prix, il n'y a plus de queues... mais la pénurie, apparemment disparue, est toujours là, pour ceux qui n'ont plus accès à la consommation. Les magasins au Mexique et en Égypte regorgent de produits, et il n'y a pas de queues devant les boucheries bien que la consommation de viande per capita y soit très inférieure à ce qu'elle était en Europe de l'Est. Cette thèse infantile a néanmoins

fait la fortune du hongrois Kornai, propulsé par la Banque Mondiale.

- "L'économie de commandement" opposée au "marché autorégulateur" mise à la mode par les universitaires américains est également d'un simplisme idéologique outrageant. L'économie soviétique réelle a toujours été fondée sur un mélange d'ajustements par le marché (opérant ex post et/ou prévus par le Plan, correctement ou non) et d'injonctions administratives (notamment en matière d'investissements). Le marché, idéalisé par l'idéologie dominante du libéralisme, n'a jamais été autorégulateur au-delà des contraintes du système social dans lequel il opère et des politiques d'État qui en définissent le cadre. Le vrai problème est ailleurs : la dynamique de l'accumulation opérant dans le cadre de la centralisation étatique du capital (correspondant à une classe-État intégrée) est différente de celle de l'accumulation capitaliste qui, à l'époque moderne, ne résulte pas des lois du marché définies in abstracto et idéalement, mais de la concurrence des monopoles.

- La soumission de l'ensemble de l'appareil économique aux exigences de la priorité donnée aux secteurs militaires était, jusqu'à un certain point, un fait, au moins depuis 1935. Est-ce à dire que le système soviétique est "militaire", et - on le suggère - qu'il porte en lui de ce fait l'expansionnisme extérieur (par la conquête) "comme la nuée l'orage" ? J'ai critiqué ces billevesées idéologiques, faisant pendant à la simplification selon laquelle le capitalisme est lui-même nécessairement et toujours "fauteur de guerres". L'analyse de l'importance relative - et du poids social - des dépenses militaires ne peut-être conduite sur le terrain de la logique pure des modes de production, son terrain véritable est l'analyse de la structure et de la conjoncture des systèmes globaux, nationaux (locaux) et international (régional). Dans cette optique il est bien évident que la course aux armements a été imposée à l'URSS par ses véritables ennemis (et faux amis) que sont les puissances capitalistes, États-Unis en tête, qui ont initié la guerre froide.

- Le discours sur le "totalitarisme", dans ses versions universitaires prétentieuses (à la Arendt) ou dans celles infantilisées par les médias (pour faire passer l'adversaire comme "l'Empire du mal" - le terme est celui qu'un président américain a utilisé, et dont on s'est abstenu de faire le rapprochement avec le discours de l'Ayatollah Khomeyni qui, finalement, ne s'exprimait que dans des termes analogues), n'a pas davantage de consistance. A-t-on oublié qu'il prétendait que la société, devenue amorphe, ne saurait jamais se libérer de ce type de despotisme ?

5. J'ai critiqué dès l'origine - c'est-à-dire le milieu des années 60 - les propositions faites par les réformateurs soviétiques. J'y voyais

une tentative de dépasser les impasses du stalinisme par la droite et non par la gauche.

Ces propositions illustraient ce que j'appelais "l'utopie de la construction d'un capitalisme sans capitalistes". L'école de Novossibirsk, dont sont sortis la plupart des inspirateurs de Gorbatchev, poussait la logique Walrasienne jusqu'à son terme : elle imaginait un marché autorégulateur pur et parfait, qui exige - Walras l'avait déjà compris et Barone exprimé dès 1908 - non la propriété privée parcellisée, mais la centralisation étatique totale de la propriété et la mise aux enchères permanentes de l'accès aux moyens de production à tous les individus, qui seraient libres de se proposer en vendeur de leur force de travail ou en organisateur de la production (entrepreneurs). Ce vieux rêve Saint-Simonien de la gestion scientifique de la société, repris par la social-démocratie allemande (Engels est le premier à y avoir vu le rêve d'un capitalisme sans capitalistes), exprime, poussé à ses limites extrêmes, l'aliénation économiste de toute l'idéologie bourgeoise, dont le matérialisme historique tentait de montrer le caractère irréel et utopique.

Or cette philosophie est à la clé de l'ensemble des conceptions réformistes de Krouchtchev à Gorbatchev, en passant même par ses versions édulcorées à l'époque de Brejnev. L'histoire a démontré que ces conceptions étaient intenable et que la dérive à droite devait aboutir à son terme : la transformation de la bourgeoisie soviétique en une bourgeoisie normale, propriétaire privée.

Ces tentatives expliquent que la "révolution des années 1989-1991" ait été faite par le haut, par la classe dirigeante elle-même, et non par le bas, par le peuple. J'avais fait une observation analogue, en son temps, concernant la "contre-révolution sadatienne" de 1971 dont j'avais dit qu'elle n'était pas une contre-révolution mais l'accélération d'une évolution latente déjà à l'époque nassérienne. Les médias occidentaux veulent présenter les révolutions de l'Est comme celles de la liberté, se gardant d'analyser la vulnérabilité de la démocratisation, qui risque fort d'être seulement le moyen d'assurer la transition au capitalisme sauvage, toujours nécessairement despotique comme on peut le voir par l'expérience historique des périphéries capitalistes. J'ai dit par contre que ces révolutions n'auraient mérité cette qualification que si le dépassement du système s'était fait par la gauche et que - telles qu'elles sont, elles ne constituent que des accélérations (mais prodigieuses et de ce fait inattendues) de l'évolution naturelle du système (en dépit de la thèse du blocage totalitaire).

Il reste que Gorbatchev pensait maîtriser ce processus de réformes, n'imaginait pas qu'il serait débordé par la majorité de la classe qu'il représentait (la nomenklatura) - comme le succès d'Eltsine l'a montré, pas plus qu'il n'imaginait l'insignifiance du

P.C. qui allait se révéler incapable d'opérer comme courroie de transmission du projet au niveau populaire. La bourgeoisie soviétique (la nomenklatura) sera la bourgeoisie de demain, s'appropriant directement les moyens de production, désormais à titre privé et non plus collectivement par le canal de son État. Mais s'il ne s'agit donc pas d'une révolution sociale, il s'agit d'un bouleversement politique d'une ampleur telle qu'il exige des changements radicaux au niveau du personnel dirigeant (comme cela avait été le cas dans la "contre-révolution sadatienne", ce que j'avais signalé en son temps). De ce fait la montée parallèle d'une couche de nouveaux riches aventuriers (les "mafia" en URSS semblable à la bourgeoisie dite "parasitaire" en Égypte), l'éclatement politique dramatique de l'ancienne nomenklatura, la manipulation des aspirations nationales des peuples de l'Union défunte, étaient difficiles à éviter. Cela fait bien entendu l'affaire des puissances occidentales qui exploitent habilement cette situation (dans le chantage qu'elles exercent sur le terrain de l'aide financière) pour peut-être repousser les frontières de la Russie à celles de la Moscovie du XVI^e siècle, ruinant ainsi tout espoir futur de ce pays d'être un concurrent important sur la scène mondiale.

Je fais ici également mon autocritique. J'ai pensé - comme Gorbatchev - que le système était capable de se réformer et qu'à cette occasion, même si le projet de réforme était plutôt de droite (dans sa conception de la gestion économique), sa dimension démocratique positive permettait aux forces populaires d'en infléchir l'évolution à gauche. J'avais sous-estimé le désastre que la dépolitisation allait entraîner. Au niveau populaire cette dépolitisation a vulnérabilisé les classes travailleuses, incapables d'utiliser positivement à leur profit la démocratisation, d'élaborer un contre-projet positif. Leur désarroi les rejette de ce fait dans la passivité et/ou l'illusion, notamment des nationalismes. Au niveau de la classe dirigeante elle-même, domestiquée par le pouvoir suprême, la dépolitisation n'est pas moins dramatique. L'éclatement de la classe dirigeante ("conservateurs", "gorbatchéviens", "populistes de droite" etc.) qui en résulte, rend la réforme ordonnée par en haut impossible. Je pensais que le nationalisme de grande puissance de cette classe opérerait comme un garde-fou. Il semble que j'aie sous-estimé l'appétit féroce des candidats au "consumismo", prêts à sacrifier tout à la satisfaction rapide de leur ambition d'enrichissement. Comme j'ai sur-estimé le patriotisme (soviétique) des classes populaires. En fait, celles-ci se moquent totalement des satisfactions que le rang que tenait leur pays pouvait procurer. Ce rejet du patriotisme est probablement sain par certains de ses aspects, puisqu'il permettra à plus long terme de remettre le projet social au devant de la scène. Mais il est aussi éminemment dangereux puisque, à plus court terme, les adversaires extérieurs ne manquent pas de

de
ie
n,
à
is
in
s
e
e
e
S
,
a
l
:
:
l'exploiter pour tenter de périphériser la Russie et les autres nations de l'Union défunte, en faire - pour l'Europe occidentale et notamment l'Allemagne - leur "Amérique latine".

II

1. Pour l'Union soviétique comme pour n'importe quelle société historique les choix politiques extérieurs s'articulent étroitement sur les exigences de la dynamique sociale interne. J'ai déjà dit que les thèses idéologiques - que l'URSS aurait été intrinsèquement agressive par exemple ou au contraire cherchait toujours la paix - n'avaient jamais emporté ma conviction. J'ai toujours proposé, en contrepoint, des analyses concrètes réalistes de la manière dont l'articulation intérieur/extérieur pouvait opérer en URSS d'une part, en Chine et dans les différentes régions du capitalisme développé (États-Unis, Japon, Europe de la CEE) d'autre part, et par là même, orienter le système mondial vers différents scénarios possibles, avec des degrés de probabilité variables. Bien entendu dans ce cadre les représentations que les classes dirigeantes se font de la réalité (représentations correctes ou déformées) ne peuvent être ignorées. Cela est valable pour tous les pouvoirs en place, qu'ils soient soviétiques ou autres.

Il n'y a évidemment aucune garantie que de telles analyses réalistes soient nécessairement correctes. Influencées par les événements du moment, elles souffrent souvent des dangers d'une extrapolation abusive démentie par la suite. J'en donnerai quelques exemples, qui constituent autant d'occasions d'autocritique.

2. L'analyse des politiques extérieures de l'URSS - et leur appréciation du point de vue des perspectives humanistes, démocratiques et socialistes à l'échelle mondiale - doit faire explicitement référence à la phase du système mondial dans laquelle se situent les politiques en question, objet de la critique.

Jusqu'aux années 60 le système soviétique a été relativement isolé et sur des positions défensives. Ce jugement que je faisais à l'époque me paraît toujours correct - même avec le recul de temps. Dans ce cadre j'ai avancé quelques thèses sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici, mais que je rappelle brièvement.

- Les puissances occidentales - fascistes et démocratiques - n'ont jamais renoncé, depuis 1917, à abattre l'URSS et celle-ci, en dépit de son rôle déterminant dans la victoire de 1945, sortait épuisée de la confrontation, de surcroît menacée par le monopole nucléaire des États-Unis. Dans ces conditions les accords de Yalta ne constituaient pas un partage du monde entre impérialismes

victorieux mais un minimum de garanties concernant sa propre sécurité que l'Union soviétique avait obtenu.

- L'Union soviétique, comme la Chine, le Vietnam ou Cuba n'ont jamais cherché à exporter leur révolution, mais au contraire ont toujours pratiqué une diplomatie prudente sur le fond, s'assignant l'objectif prioritaire de protéger leur propre État. C'est pourquoi toutes les révolutions se sont faites presque contre la volonté du "grand frère" : celle de la Chine contre les conseils de Moscou, comme celle du Viêt-nam et de Cuba se sont imposées par elles-mêmes. Ce fait ne m'a jamais paru choquant et j'ai essayé d'en comprendre les raisons, sans toutefois accepter que les révolutionnaires doivent s'y soumettre. Au contraire ils doivent passer outre, mais, en contrepartie, ne compter que sur leurs propres forces. Ce que les révolutionnaires qui ont réussi ont d'ailleurs fait (Chine, Viêt-nam, Cuba, Kampuchéa, Nicaragua.)

- L'initiative de la guerre froide a été prise par Washington dès 1947. L'URSS s'en tenait rigoureusement au partage de Yalta (témoin son attitude vis-à-vis de la révolution grecque) et n'a caressé le projet d'envahir l'Occident européen à aucun moment de son histoire. Le discours sur le bellicisme soviétique est de pure propagande atlantiste. Le jdanovisme (le monde partagé en deux camps) est typiquement défensif (il s'agit de justifier la non intervention de l'URSS hors des frontières de Yalta) et ouvre une période d'isolement de l'URSS et, à partir de 1949, de la Chine, imposé par le bloc atlantiste qui, lui, ne s'est jamais privé d'intervenir dans le tiers-monde (guerres coloniales, guerres d'agression israéliennes etc.).

L'URSS et la Chine amorcent la sortie de leur isolement à partir de la conférence de Bandoung (1955), en comprenant le profit qu'elles peuvent tirer d'un soutien - même limité - aux mouvements de libération du tiers-monde. Je ne leur ai jamais reproché ce soutien, historiquement positif, mais je n'en ai jamais attendu plus qu'il ne pouvait donner, limité par la recherche active d'une coexistence pacifique refusée par le bloc atlantiste.

Simultanément l'effort militaire soviétique conduit, mais seulement tardivement (vers 1970) à un équilibre de dissuasion réel. A partir de ce moment, mais de ce moment seulement, l'URSS devient une superpuissance et on entre, de ce fait, dans une période nouvelle.

3. La bipolarité qui caractérise les vingt années qui précèdent l'effondrement soviétique de 1989-91 reste asymétrique, du fait que l'URSS n'était superpuissance que par sa dimension militaire, sans que, au plan de la capacité d'intervention économique, elle ait été capable de concurrencer les impérialistes occidentaux.

Par ailleurs il n'y a jamais eu de symétrie entre les actions des deux superpuissances et leur portée. Les États-Unis, et derrière eux l'Europe et le Japon, ont déployé une diplomatie dont l'objectif était clair et les méthodes connues : s'assurer la domination de périphéries (l'accès aux matières premières, aux marchés, aux bases militaires etc.). A travers cette stratégie commune les États-Unis ont établi leur hégémonie, puis, lorsqu'au plan économique leur avantage sur les alliés a commencé à être érodé, ils l'ont utilisée pour maintenir cette hégémonie en déclin (la guerre du Golfe est le chapitre le plus récent de cette stratégie).

Les objectifs de l'intervention soviétique au-delà des frontières de Yalta restent plus difficiles à définir.

J'ai soutenu que l'objectif principal de ces interventions était de desserrer l'étau occidental, voire, à terme, de briser l'alliance atlantiste en séparant les Européens des États-Unis. Le moyen par excellence choisi à cette fin était le soutien aux mouvements de libération du tiers-monde et aux gouvernements du nationalisme radical (Palestine et monde arabe, Corne de l'Afrique, Angola et Mozambique, États "socialistes" d'Afrique). En rappelant à l'Europe sa vulnérabilité (menace potentielle sur son ravitaillement pétrolier par exemple), l'URSS l'invitait par là à se séparer des États-Unis et à négocier. Néanmoins l'objectif stratégique n'était pas d'affaiblir l'Europe pour ensuite l'envahir, mais de l'amener à une coexistence pacifique active, susceptible de soutenir le développement économique de l'URSS (un développement lui-même mis sur des rails de droite). De Gaulle a été le seul homme politique européen à comprendre - et accepter - cette perspective. Le projet stratégique soviétique a donc échoué et ni les sourires de Krouchtchev ni le bâton agité par Brejnev n'ont donné le résultat escompté, pas plus que les sourires renouvelés de Gorbatchev et Eltsine n'ont fait renoncer les Européens à leur objectif, qui est d'affaiblir au maximum l'URSS, et d'en favoriser l'éclatement.

Bien entendu le soutien apporté par l'URSS aux peuples et gouvernements du tiers-monde était, dans ce cadre, limité. J'en ai toujours pris mon parti, l'acceptant comme tel (et le qualifiant de positif), sans jamais en souscrire à ses légitimations théoriques (comme la théorie de la "voie non capitaliste" que j'ai critiquée en son temps), négatives pour le succès même des forces progressistes du tiers-monde. J'ai été sur ce plan, bien entendu, vilipendé par les thuriféraires de l'Académie de Moscou (dont certains noms sont aujourd'hui en tête de liste des personnalités qui se proclament "anticommunistes" !) et les inconditionnels de l'URSS en Afrique, au Moyen Orient, à Cuba et au Viêt-nam!

Pour moi les interventions de l'URSS n'exprimaient pas une volonté agressive "d'exporter la révolution" et d'imposer en fait sa domination, mais plutôt une stratégie défensive en position de

faiblesse relative, malgré la parité acquise en matière de dissuasion nucléaire.

Il reste que ces interventions ont parfois été vues comme l'expression d'une force montante. Un examen du débat concernant le "social impérialisme" - un vocable forgé par les Chinois en 1963 - s'impose ici. Il s'agissait d'un projet de compromis social entre la bourgeoisie soviétique et son peuple (le "compromis révisionniste") analogue après tout au compromis social-démocrate en Occident - qui aurait permis un expansionnisme extérieur (analogue à l'expansion coloniale soutenue par le consensus impérialiste en Occident). Il n'y avait dans ce concept rien qui fût surprenant, et impossible à imaginer. La question véritable n'était donc pas de savoir si la bourgeoisie soviétique aurait ou n'aurait pas souhaité sa mise en oeuvre, mais si elle en était capable. La réponse à cette question reste, à mon avis, ouverte.

Il y a bien eu des signes évidents qu'une partie au moins du pouvoir soviétique avait songé un moment à s'engager dans cette voie. Au cours des années 60 un véritable plan d'agression contre la Chine avait commencé à être mis en oeuvre, s'assignant ouvertement l'objectif d'un dépeçage de la Chine, à partager entre l'URSS, le Japon et les puissances occidentales (un ouvrage du sinistre Victor Louis est sur ce sujet explicite).

Dans ces conditions je ne ferai pas d'autocritique concernant ce que j'avais écrit à l'époque, en consonance avec l'hypothèse du social-impérialisme. Mais il reste que Moscou a reculé quelques années plus tard.

Le régime de Brejnev continuait néanmoins à apparaître - de l'extérieur - fort, et la plupart des analyses anti-socialistes semblent l'avoir jugé tel à l'époque. J'avais, pour ma part, quelques doutes sur cette force apparente, et m'expliquais précisément par cette raison qu'il avait renoncé à son agressivité à l'égard de la Chine. J'exprimais alors plutôt la crainte d'un dérapage possible de ce régime (l'inutile invasion de l'Afghanistan témoignait de ce genre de risque) dont la force reposait de plus en plus exclusivement sur la puissance militaire, tandis qu'il ne cherchait plus à convaincre le monde de ses convictions socialistes. Il faisait au contraire sur ce plan des concessions qui, à mon avis, témoignaient de ses difficultés économiques et du succès très relatif seulement de la ligne de droite qu'il mettait en oeuvre pour les surmonter.

4. Les analyses proposées par les uns et les autres au cours des années 1970-1990 concernant les différents scénarios possibles d'évolution du système mondial valent ce que vaut ce type d'exercice dont j'ai signalé les limites et les dangers. Il reste cependant un exercice utile parce qu'il contraint à expliciter ce qui reste trop souvent implicite dans les analyses qui ne se soumettent

pas à la rigueur de ces raisonnements (téméraires) qui poussent jusqu'au bout la logique de leur développement.

Je ne passerai pas en revue, même rapide, les principaux débats auxquels j'ai été amené à participer au cours de cette période. Certains de ces débats sont aujourd'hui définitivement dépassés. Par exemple l'idée d'un scénario global renforçant à l'échelle mondiale les positions du "social-impérialisme" soviétique, tirant profit du déclin américain et opérant un rapprochement entre son propre "compromis révisionniste" interne et un compromis plus ou moins analogue fondant une Europe de gauche, n'a guère de sens aujourd'hui, s'il en a jamais eu autrement qu'en qualité de jeu de l'esprit. Il m'avait pourtant paru un moment intéressant et je fais sur ce point mon autocritique, l'erreur étant fondée sur une sous-estimation des faiblesses internes du système soviétique et une surestimation de la gauche européenne.

Par contre les débats concernant les grands regroupements d'alliances internationales possibles (axe Paris-Bonn-Moscou, axe Washington-Tokyo-Pékin etc.) restent d'actualité, comme la discussion des scénarios contrastés sur lesquels ces regroupements pourraient s'articuler (ralliement atlantiste de l'Europe, approfondissement de la divergence États-Unis-Europe, évolution à gauche de l'Europe). Les arguments gardent leur validité même si l'évolution des conjonctures du moment dans un sens ou un autre valorise ou dévalorise les probabilités des différents scénarios considérés. Quatre séries de questions que j'avais posées demeurent à mon avis centrales, même aujourd'hui après l'effondrement du système soviétique :

- L'intégration de l'Est au système mondial peut-elle constituer un élément important dans l'issue à la crise du capitalisme mondial (car il s'agit bien de cette crise puisque le "socialisme" n'existe plus !) ? Question posée il y a plus de cinq ans, aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour, même si la réponse que je lui avais donnée (l'URSS bourgeoise maîtrisera son intégration au capitalisme mondial) me paraît, à court terme tout au moins, démentée par les faits.

- Le projet d'une reconstitution d'un marché mondial intégré est-il viable ? Question également posée (indépendamment de savoir si l'URSS - intégrée dans ce marché - y occuperait une place de centre capitaliste nouveau ou celle de nouvelle périphérie industrialisée) il y a plus de cinq ans et qui reste d'actualité. Je maintiens sur ce plan ma position de principe, à savoir qu'il s'agit d'une utopie (voir à ce propos mes développements dans *L'Empire du chaos*).

- L'affaiblissement des luttes sociales conséquentes, dans les différentes composantes du monde actuel, au profit immédiat de la rivalité et du conflit des États (existants et potentiels, ces derniers

issus de la décomposition des États multinationaux) fait-elle de l'État et de la nation des sujets actifs de l'histoire, au même titre que les classes ? On retrouve ici le vieux débat des années 60 à partir de la thèse chinoise des "trois mondes" "les États veulent l'indépendance, les Nations la libération, les Peuples la révolution". Je n'y reviens pas mais ne trouve pas que ce que j'ai pu exprimer sur ce sujet à l'époque soit aujourd'hui démenti, bien au contraire. Ma thèse sur le chaos reprend en fait ce discours pour le poursuivre plus loin dans les conditions de notre époque.

- Les évolutions qui se dessinent vont-elles dans le sens de la constitution d'un bloc eurasiatique (Europe-URSS), au sens gaullien et à celui du projet gorbatchevien de la "maison commune" ? Ou bien le caractère velléitaire des politiques de l'Europe, ses contradictions internes, son ralliement atlantiste, et le rapprochement direct Moscou-Washington ont-ils écarté ce "cauchemar pour les États Unis" ? Je crois que dans l'immédiat c'est ce second souffle donné à l'hégémonie américaine, éclipsant à nouveau l'Europe (au profit des "brillants seconds" des États-Unis : le Japon et l'Allemagne), qui a le vent en poupe. Ici également je renvoie à *L'Empire du Chaos* et à mes développements concernant la *Géopolitique de l'hégémonie américaine*.

III

L'effondrement du système soviétique - bien que prévisible depuis longtemps - est certainement un événement majeur de notre époque. Tous les raisonnements et schémas concernant l'avenir doivent certainement être repensés dans les conditions nouvelles créées par cet événement. Je renvoie le lecteur sur ce sujet à *L'Empire du Chaos* et à la *Géopolitique de l'hégémonie américaine*.

Cet effondrement signifie-t-il la "fin du socialisme et celle du marxisme" comme se plaisent à le répéter les médias dominants, la "fin de l'histoire", le triomphe d'un consensus monolithique qui assure la pérennité de l'esprit capitaliste ? Je crois qu'il s'agit là de billevesées, même si, d'évidence, une époque se clôt.

L'époque du Socialisme I, constitué au XIX^e siècle, s'est clos en 1914 par la faillite des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale devenus ouvertement complices de leurs impérialismes nationaux. A juste titre Lénine a déclaré à ce moment que ce Socialisme I était mort.

Le Socialisme II qui lui a succédé, celui de la III^e Internationale et du léninisme est aujourd'hui mort à son tour, après une longue maladie. Dès 1963 j'écrivais que le progrès du socialisme exigeait

une rupture avec le soviétisme aussi radicale que celle que Lénine avait opérée en 1914. Il est d'ailleurs significatif qu'aujourd'hui le système soviétique, dans son ralliement ouvert au capitalisme, rejoint les positions "anti-tiers-monde" (c'est-à-dire anti-75% de l'humanité !) dominantes dans la culture occidentale.

La mort du fils ne ressuscite pas le père. Il appartient au petit-fils de poursuivre l'oeuvre de ses ancêtres. Vive donc le Socialisme III à venir.

Les lignes directrices de ce Socialisme III à construire se dessinent-elles déjà ? Je le crois et ose avancer sur ce terrain les trois leçons que j'avais tirées au cours des trente dernières années de ma double critique du système soviétique et de la mondialisation capitaliste :

- Mettre en avant la dimension "faire autre chose" en lieu et place de la priorité "rattraper à tout prix".

- Accepter que la polarisation mondiale implique que la "déconnexion" est incontournable, même si, d'évidence, ses modalités doivent être sans cesse revues à la lumière des contraintes de l'évolution générale.

- Développer une action systématique en direction de la reconstruction d'un monde polycentrique ouvrant des espaces d'autonomie au progrès des peuples.

Ces trois conditions commandent une renaissance possible et nécessaire d'un internationalisme des peuples de la planète entière capable de combattre "l'internationalisme du capital", ouvrant par là la perspective - fût-elle lointaine - d'un socialisme qui ne peut être que mondial - à la hauteur du défi de la mondialisation sous peine de dégénérer rapidement et de périr.

J'avais proposé il y a une dizaine d'années qu'on ouvre un débat sur la "transition au-delà du capitalisme" en réfléchissant à nouveau sur l'expérience de l'histoire dans sa longue durée, libérée du contraste scolastique "réforme ou révolution". J'avais suggéré dans ce cadre de reconnaître qu'il y avait deux formes de transition : l'une impliquant une certaine conscience idéologique capable d'explicitier les exigences du nouveau projet social (cette voie, que j'ai qualifiée de révolutionnaire - sans exclure l'achèvement de celle-ci par une succession de réformes progressives et cohérentes - a été celle du passage au capitalisme), l'autre n'impliquant aucune conscience idéologique, les contraintes objectives se frayant alors la voie par elles-mêmes (j'ai qualifié cette voie de "décadence", parce qu'elle implique effectivement la désagrégation anarchique du système ancien, et en ai trouvé un exemple dans le passage au féodalisme européen).

Le monde moderne est confronté à une situation analogue : de même que la centralisation tributaire de l'empire romain était devenue un obstacle au progrès des peuples barbares et que ce

progrès exigeait l'éclatement de cette centralisation que le féodalisme a représentée et sur la base de laquelle s'est reconstruit beaucoup plus tard une nouvelle centralisation du surplus que le capitalisme a réalisée, de même aujourd'hui la centralisation du surplus par le capitalisme à l'échelle mondiale est devenue un obstacle au progrès des trois quarts de l'humanité. La reconstruction d'un système mondial unifié dépassant la polarisation capitaliste passe alors par la désagrégation du système de centralisation capitaliste du surplus (la "déconnexion").

L'humanité maîtrisera-t-elle (fût-ce, au mieux, relativement, comme toujours) cette transition ? Elle ne peut le faire qu'à travers la renaissance d'un mouvement du Socialisme III, mondial et conséquent. A défaut, les contraintes objectives se fraieront la voie à travers une longue décadence de la société, par la violence redoublée de conflits insensés, c'est-à-dire par la barbarie. A une époque comme la nôtre, où la puissance des armements peuvent détruire la planète entière, où celle des médias peut domestiquer les foules avec une efficacité effrayante, où l'égoïsme à court terme - l'individualisme anti-humaniste - érigé en valeur fondamentale menace la survie écologique de la Terre, la barbarie risque d'être fatale.

Plus que jamais l'option n'est pas : capitalisme ou socialisme, mais socialisme ou barbarie.